

LAROCQUE, Paul, *Pêche et coopération au Québec*. Préface de Guy Cormier. Éditions du Jour, Montréal, 1968. xlviii-379 p. Tabl., cartes, graph., ill. — \$7.00.

Christian Laville

Volume 34, numéro 4, mars 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303911ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303911ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Laville, C. (1981). Compte rendu de [LAROCQUE, Paul, *Pêche et coopération au Québec*. Préface de Guy Cormier. Éditions du Jour, Montréal, 1968. xlviii-379 p. Tabl., cartes, graph., ill. — \$7.00.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 34(4), 636-639. <https://doi.org/10.7202/303911ar>

LAROCQUE, Paul. *Pêche et coopération au Québec*. (Préface de Guy Cormier). Éditions du Jour, Montréal, (1968). xlviii-379 p. Tabl., cartes, graph., ill. — \$7.00

Le *Québec* du titre, dans l'ouvrage de Paul Larocque, c'est la Gaspésie; *Pêche et coopération*, ce sont les Pêcheurs Unis. C'est donc essentiellement de l'histoire des Pêcheurs Unis, en Gaspésie, depuis leur fondation en 1939 jusqu'à leur vingt-cinquième anniversaire, en 1964, qu'il est question dans ce gros ouvrage de plus de quatre cents pages.

Pêche et coopération offre beaucoup d'intérêt pour ceux qui s'intéressent déjà à l'histoire de l'économie coopérative québécoise; il intéressera aussi ceux qui de façon générale se préoccupent de l'évolution économique du Québec, des mécanismes de la modernisation, des politiques de développement, principalement en milieu rural excentrique...

L'ouvrage est construit selon une «grille d'analyse prédéfinie», qui cependant «reste assez lâche», comme nous en avertit l'auteur (pp. 6-7). Il s'agirait de vérifier qu'un mouvement s'institutionnalise en se développant. Plusieurs lecteurs, déjà convaincus de la validité de cette théorie issue d'une certaine sociologie des associations, s'attarderont plutôt au déroulement du récit.

Celui-ci s'ouvre sur un portrait de la pêche et des pêcheurs gaspésiens dans les deux décennies d'avant-guerre. D'abord, dans les années 20, les premières coopératives se forment et disparaissent (sauf l'une d'elles). Puis c'est la crise, qui frappe durement l'industrie de la pêche: les prix tombent de moitié en 1932 et descendent encore ensuite; le nombre de pêcheurs augmente, avec les rapatriés des villes et de l'industrie chassés par le chômage, et leurs parts de revenus décroissent. L'auteur présente aussi un tableau détaillé des pratiques quotidiennes de la pêche et

des pêcheurs: les caractères artisanaux du métier, le sous-équipement, les prises, le poids des conditions naturelles, celui des conditions économiques — marchands, marché, prix... —, le chômage, les «secours directs», l'incertitude du lendemain, les mentalités... Ces pages peuvent sembler longues au premier abord (64 p.), mais elles comptent parmi les meilleures du livre, proches du réel et pleines de vie. L'auteur nous en livrera d'autres, plus loin (chap. V) et plus tard (les années 50).

Le récit passe ensuite à «l'effervescence coopérative» d'après-crise. En Gaspésie, les «syndicats» de pêcheurs renaissent — huit à la fin de 1939; leur fédération, Pêcheurs Unis, est fondée; l'École supérieure de pêcheerie également, ainsi que le Service Social-Économique, instrument de promotion coopérative qui lui est affilié. L'auteur met bien en scène les artisans de cette renaissance: quelques hommes politiques, les élites locales, le clergé surtout, dont au premier rang l'évêque de Gaspé, Mgr Ross. On devine aisément leurs motivations et leurs intérêts, bien que l'auteur eût pu mieux les souligner — et aussi mieux dégager, par la même occasion, les voisinages idéologiques et tactiques avec les autres secteurs et les autres promoteurs de la coopération.

Le renouveau des coopératives de pêcheurs coïncide avec la guerre. Il en profite. Le marché est devenu insatiable: cinq millions et demi de livres de morues écoulées en 1939; 39 millions en 1945 (p. 80). Les prix triplent: 1,75 dollar le cent livres en 1939; 5,80 en 1943 (p. 81). Pêcheurs Unis se développe en conséquence: en 1945, la Fédération coiffe la moitié des pêcheurs gaspésiens, en une vingtaine de coopératives, et son chiffre d'affaires de \$3 315 000 est dix-huit fois ce qu'il était au début de la guerre.

Mais le retour de la paix interrompt cette croissance. La concurrence réapparaît, le marché libre est rétabli, les prix s'effondrent. Sous-équipés, sans capitaux, peu ouverts au changement, les pêcheurs gaspésiens sont incapables de s'ajuster avec souplesse. La Fédération des Pêcheurs Unis ne réussit pas plus à assurer le leadership et la compétence nécessaires: mal gérée, téméraire dans ses investissements et imprudente dans ses emprunts, éloignée des coopératives locales, elle est au bord de la faillite en 1948.

Les autorités gouvernementales décident alors d'intervenir et lui imposent une tutelle qui durera sept mois. Ce sera suffisant pour nettoyer la gestion et donner à la Fédération un souffle nouveau. Mais, désormais, l'initiative dans le domaine des pêcheries appartient aux fonctionnaires de l'État. Ce sont eux qui, à compter de 1951, «ont prescrit et coordonné la modernisation de la flotte de pêche et des opérations d'usage» (p. 237). Pêcheurs Unis suivra, de mauvais gré, inquiète de l'érosion de son pouvoir sur les coopératives locales, lente à prôner les modernisations nécessaires, plus prompte à défendre la pêche artisanale et traditionnelle, pourtant de toute évidence condamnée. C'est alors une

étrange «valse hésitation», «une politique faite de rattrapages successifs», comme la décrit l'auteur (p. 376), qui amènera la Fédération en 1964 — terme de l'étude — à se restructurer sous la forme qu'on lui connaît aujourd'hui.

Dès les premières lignes de son introduction, Paul Larocque déclare sa sympathie pour son sujet (p. 1). C'est bien légitime. Mais quand son préfacier écrit que «ce texte, plus qu'un ouvrage scientifique, est une apologie de la coopération, un plaidoyer en faveur de nos pêcheurs» (p. ix), on est porté à se demander jusqu'où va cette sympathie. Elle est sûrement grande: «une véritable épopée» (p. 116), des promoteurs «extraordinairement actifs» (p. 117), d'un «brio exceptionnel» (p. 119)... écrit l'auteur, même si bien souvent les faits invitent à plus de mesure. Il faut dire que l'étude repose principalement sur le fonds d'archives des Pêcheurs Unis (voir p. xxix) et sur des témoins qui gravitent dans l'orbite de l'organisme: des administrateurs, des promoteurs, les documents du Service Social-Économique, le journal *À Pleine Voile*, etc. Des sources qui invitent donc à une prudente distance critique. Mais sur cette prudence, la solidarité de l'auteur avec ses témoins semble parfois l'emporter. S'agit-il, par exemple, de démontrer que les coopératives ont fait monter les prix payés aux pêcheurs, c'est à des administrateurs de Pêcheurs Unis qu'on le fait dire (p. 84 et ailleurs); le Ministère des pêcheries passe-t-il un nouveau règlement d'inspection des prises, c'est par un témoignage radiophonique qu'on le connaît (p. 294); le dollar est-il dévalué en 1953, on se base sur une lettre d'un administrateur pour nous l'apprendre (p. 230). Il doit pourtant bien exister dans ces domaines d'autres documents, sinon plus officiels, du moins plus sûrs. Quant à l'usage de documents antérieurs aux faits dont ils sont sensés témoigner (pp. 232, n. 16, et 317, n. 6), il ne s'agit sans doute que de coquilles d'édition.

Si l'auteur prend souvent au pied de la lettre les discours dont il use, c'est non seulement par une solidarité de sympathie avec les hommes qu'il étudie, mais probablement aussi par une certaine solidarité d'opinion. Avec d'autres opinions, un autre cadre de référence, il est fort possible que plusieurs de ses interprétations et conclusions eussent été différentes. Ainsi, par exemple, il semble peu apprécier les interventions de l'État. Le moindre fonctionnaire est un technocrate; ses interventions sont mal à propos, bureaucratiques, désordonnées, incohérentes... Si l'État intervient, il «dilapide des fonds considérables» (p. 317); s'il n'intervient pas, il fait preuve d'indifférence coupable. Pourtant, à bien y regarder — ou en y regardant autrement — le rôle de l'État ne paraît pas, dans l'ensemble, avoir été si négatif, surtout lorsque dans les années 1950 il entreprend de moderniser l'industrie de la pêche. Il l'a fait selon les principes de l'économie libérale, mais pouvait-on imaginer qu'un gouvernement du Québec, à l'époque, agisse «dans un système économique qui obéirait à une rationalité différente...» (p. 374)? Celle de l'auteur — qui a préféré la campagne à la ville — donne le pas à l'artisanat sur l'in-

dustrie, au petit pêcheur côtier sur le pêcheur hauturier moderne, dans une vision éco-sociale dont Schumacher ne serait pas mécontent.

Il n'est cependant pas nécessaire au lecteur d'accepter toutes les interprétations et les conclusions de l'auteur pour tirer profit de la lecture. Les données brutes sont en nombre suffisant, les faits assez largement exposés, pour qu'on puisse construire soi-même — dans une certaine mesure du moins — d'autres interprétations et conclusions. Ce n'est pas le moindre mérite d'un ouvrage qui contribue à faire mieux connaître un secteur économique jusqu'ici négligé. Jointe aux travaux des Deschênes, Laliberté, Roby..., l'étude de Paul Larocque apporte une contribution importante à la synthèse attendue sur l'évolution de l'économie coopérative au Québec.

*Département d'histoire
Université Laval*

CHRISTIAN LAVILLE